

Wukan (Chine) : Force et faiblesses des oppositions aux expropriations dans les campagnes chinoises

Lao She

2016

Pour comprendre quelque chose aux dernières émeutes dans le village de Wukan, il faut déjà comprendre quelles sont les particularités du régime foncier en Chine continentale, caractérisé par l'absence de propriété privée du sol. Pour l'essentiel, il reste basé sur deux modes de propriété, établis à l'époque de la constitution de l'Etat maoïste. Le premier est fondé sur la propriété d'Etat. Seul le pouvoir central peut en disposer. Le deuxième est fondé sur les propriétés collectives. Les pouvoirs locaux peuvent en disposer, dans les limites des zones placées sous leur contrôle, les villages constituant ici les bases locales de la pyramide étatiste dont le sommet est domicilié à Beijing. En d'autres termes, le sol n'est pas plus marchandise qu'il ne l'était à l'époque de Mao. Personne ne peut en vendre ou en acheter. Par contre, en fonction de l'étendue de leurs pouvoirs respectifs, les autorités peuvent en autoriser et en distribuer l'usage. En principe, sauf autorisation du pouvoir central, les autorités dans les zones rurales ne peuvent pas en chasser les agriculteurs, sauf si ceux-ci, pour cause de paupérisation, ne peuvent plus mettre en valeur les lopins qu'ils leur louent. Ce qui, avec l'extension accélérée des relations marchandes dans les campagnes, advient de plus en plus dans des proportions énormes. Dans des villages côtiers comme Wukan, ce n'était pas tellement le cas, du moins pas dans les mêmes proportions, jusqu'à aujourd'hui.

Les grandes émeutes de 2011 éclatèrent justement parce que le maire de Wukan, et ses acolytes, dans l'objectif de louer des terres communales, fertiles et plus ou moins valorisées, à des promoteurs immobiliers tentaient d'en chasser les villageois, en lâchant leurs miliciens de façon particulièrement brutale contre eux. C'est pourquoi, à Wukan, comme d'ailleurs dans pas mal d'autres villages de Chine, ceux-ci brandirent l'étendard de la lutte contre la corruption ainsi que le drapeau rouge, symbole de la propriété collective du sol qui constitue à leur yeux, de façon illusoire à mon avis, leur dernière ligne de défense. En 2011, vu que la situation était de plus en plus tendue dans l'ensemble de la province du Guangdong, lieu de naissance du « socialisme de marché », et que la résistance acharnée de Wukan tournait au symbole, Beijing fit pression sur Canton, siège du pouvoir provincial, pour geler les opérations immobilières, destituer le maire, le faire emprisonner et torturer, ainsi que les membres de son clan, dans la prison spéciale de la capitale provinciale réservée aux cadres locaux corrompus, et accélérer l'organisation d'élections municipales, prévues par la loi de 1987 (!), qui autorisait des sans-partis à accéder aux fonctions municipales, celle de maire compris. C'est donc Lin Zuluan, celui qui avait été désigné par les villageois pour négocier avec Canton, présenté par nos démocrates comme « le chef de la révolte », qui accéda au poste et tenta, à partir de là, de ménager la chèvre et le chou.

Aujourd'hui, c'est le même Lin Zuluan qui est jugé pour corruption par Canton et qui, bien sûr, dans la pure tradition des procès de Moscou et de Beijing, a confessé ses « crimes ». Je ne sais pas dans quelle mesure il a « trempé ses longues baguettes dans la soupe », comme disent les Cantonais. Pour qui connaît la Chine et les mœurs des membres de la « céleste bureaucratie » actuelle, de la base au sommet de la pyramide, cela n'aurait rien d'étonnant. Quoi qu'il en soit, la répression qui frappe aujourd'hui Wukan n'est pas contingente. Le pouvoir central et l'ensemble des bureaucrates qui le représentent dans les provinces ont décidé de mettre fin à la politique de très relatives concessions envers les réfractaires qu'avait tenté de mettre en place l'équipe précédente domiciliée dans les environs de la Cité interdite. Comme l'affirme l'actuel secrétaire général du Parti, lors de son discours d'investiture, dans « socialisme de marché », il y a certes « marché », mais surtout « socialisme ». En d'autres termes, coercition implacable envers tous les individus qui n'acceptent pas le joug. Wukan était, en quelque sorte, le symbole de la « démocratie locale » concomitante à la phase précédente du « socialisme de marché ». Lequel a engendré, là comme ailleurs, en quelques années à peine, la ruine et la paupérisation accélérée pour des centaines de milliers de villageois. Ce qui a conduit Lin Zuluan à céder des terres communales déjà vacantes ou en passe de l'être à des promoteurs, y compris originaires de Hong Kong, très proche. C'est contre la reprise de telles expropriations, où le rôle de la corruption des cadres locaux de Wukan a peut-être été négligeable, que les villageois ont protesté, de plus en plus radicalement, du moins au niveau des formes, car, en termes de contenu, les mêmes limites, sous fond de défense de la propriété collective et de drapeau rouge, sont vite apparues. Associés parfois à des portraits du Grand Timonier. Dans cette optique, le maire, Lin Zuluan, a pu apparaître aux yeux des villageois comme le garant du statut quo. Mais de statut quo, il n'en est plus question pour l'Etat. Le rouleau compresseur du « socialisme de marché » doit, en roue libre, écraser la moindre résistance. Tel est l'objectif actuel de Beijing. Wukan jouait le rôle de symbole du bancal compromis antérieur. Wukan doit donc être anéanti. L'avenir proche dira, à Wukan et ailleurs, si les damnés de

la Terre en Chine peuvent rompre avec leurs propres illusions et en finir avec l'idéologie étatiste à la chinoise qui les entravent depuis des générations.

Lao She (Vieux Serpent), septembre 2016.

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Lao She
Wukan (Chine) : Force et faiblesses des oppositions aux expropriations dans les campagnes chinoises
2016

Consulté le 24 septembre 2016 de non-fides.fr
Note rédigée pour les *Nouvelles d'opposition* de septembre 2016 sur Dialectical Delinquents.

fr.theanarchistlibrary.org